ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 22 septembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme, visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage", a donné le 3 novembre 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 september 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten", heeft op 3 november 1993 het volgend advies gegeven :

Examen du texte.

Préambule.

1. Il faut viser, avec sa date, l'avis donné par la Commission des Communautés européennes sur le projet d'arrêté.

2. Le visa de l'avis du Conseil d'Etat doit figurer avant le proposant.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

1. Selon le paragraphe 1er, alinéa 1er,

> "Aucun fabricant, importateur, grossiste ou autre personne physique ou morale ne peut en Belgique commercialiser ou mettre de toute autre manière à disposition des usagers du nouveau matériel ...".

Les mots "de toute autre manière" ne se retrouvent pas dans la suite du texte. Ils sont superflus.

Si l’auteur du projet attache une signification particulière à ces derniers mots, il faut les préciser davantage.

2. L’alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Le matériel qui, en Belgique, est effectivement commercialisé ... du présent arrêté est également contrôlé par la commission matériel".

3. Au paragraphe 2, il faut préciser davantage en quoi consiste la "marque visible" ainsi que les mentions qu’elle doit comporter.

Article 3.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A la fin du paragraphe 1er, la troisième phrase du 7° commençant par les mots "Les membres de la commission ..." doit faire l’objet d’un alinéa distinct du paragraphe 1er et en devenir l’alinéa 2.

3. Au paragraphe 2, les mots "et sa procédure de fonctionnement" doivent être omis, celle-ci ne pouvant être que la procédure que la commission fixe dans son règlement d'ordre intérieur.

En outre, le texte néerlandais du paragraphe 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, mieux vaut écrire : "Les demandes d'approbation du matériel sont adressées ...".

2. Au paragraphe 2, mieux vaut écrire :

"§ 2. La demande d'approbation est accompagnée ... . La demande et les documents y afférents sont introduits ...".

Dans le texte néerlandais de l'ensemble du projet, il faudrait écrire "bijlage bij" au lieu de "bijlage van".

3. Au paragraphe 3, il faut écrire : "... tous les documents techniques relatifs aux demandes sont conservés ..." et à la fin : "Aucun document ne peut être communiqué à une tierce personne qui est étrangère à l'organisme ou à la commission matériel".

Article 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. A l'alinéa 1er, 3°, le mot "et/" doit être supprimé.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 4° et 5°, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, il faut viser l'article 4, § 1er, et non l'article 5, § 1er.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 2, deuxième phrase, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Si la responsabilité visée est celle de droit commun, la seconde phrase doit être omise. En effet, il n'appartient pas à l'auteur du projet de se prononcer sur le régime de responsabilité civile qui relève de la seule compétence du législateur.

Article 8.

Conformément à l'observation formulée par la Commission des Communautés européennes, il convient d'écrire : "... par un organisme agréé ou accrédité dans ces Etats ...".

En outre, mieux vaut écrire à la quatrième ligne : "... de la C.E.E., sont acceptés ...".

Article 9.

La seconde phrase doit être rédigée comme suit :

"Le refus d'approbation est motivé et fait état du résultat des épreuves visées aux articles 5 et 6".

Article 10.

1. La formulation "Les approbations ... peuvent être prorogées sur demande" laisse supposer un pouvoir d'appréciation de la commission matériel. Il faut préciser les critères sur la base desquels la prorogation est accordée, ainsi que de manière expresse la durée de cette prorogation, et préciser en outre la forme et le contenu de la demande.

2. Conformément à l'observation formulée par la Commission des Communautés européennes, il convient d'écrire : "... du matériel approuvé, une nouvelle prorogation est requise conformément aux articles 2 et 8".

3. Enfin, à la deuxième ligne, le chiffre 3 sera écrit en lettres.

Article 11.

Il y a lieu d'écrire : "... inhérents à la procédure de demande et aux tests effectués sont à charge du requérant".

Articles 12, 13 et 14.

Le texte contenant l'abrogation de l'arrêté royal du 14 mai 1991 ne doit pas figurer sous l'article 14. Il doit précéder le fixant vigueur (article 12) et l'exécutoire (article 13).

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 12. L'arrêté royal du 14 mai 1991 fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarmes visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage est abrogé".

Les articles 12 et 13 deviennent les articles 13 et 14.

Annexes.

Annexe 1.

1. Le texte néerlandais du point 1.2. devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Au point 1.4. du texte français, le mot "infraudabilité" est inconnu des dictionnaires.

On écrira :

"1.4. Dispositifs destinés à prévenir la fraude".

Dans le texte néerlandais il faudrait écrire :

"1.4. Apparatuur om bedrog te voorkomen".

La même remarque vaut pour le texte des points 2.4. et 3.6. ainsi que pour celui de l'annexe 3, page 2, 2e ligne.

2. Au point 2.3.2., dernière ligne : le mot "référence" n'a pas été traduit en néerlandais; dans la partie du même point, qui se trouve à la page 3, il y a un décalage dans la présentation des textes français et néerlandais; la même remarque vaut pour la plus grande partie du point 3.3.2.

3. Au point 3 du texte néerlandais, on remplacera le mot "onderbewakingstellingsinrichtingen" par le mot "bewakingsintallaties".

A la fin du point 3.3.2., les mots "type(s) de signal acoustique émis" n'ont pas d'équivalent dans le texte néerlandais.

En outre, la question se pose de savoir si la numérotation 3.4. ne fait pas défaut.

Annexe 2.

1. Il y a lieu d’écrire, dans le texte français, "Le requérant fournit au laboratoire trois appareils de chaque modèle et type présentés".

Dans le texte néerlandais, le chiffre "3" devrait s’écrire en toutes lettres.

2. Conformément à la terminologie de la directive du Conseil du 28 mars 1983 prévoyant une procédure d’information dans le domaine des normes et réglementations techniques (83/189/CEE), il faudrait utiliser, dans le texte néerlandais, le mot "proefnemingen" au lieu du mot "proeven", comme équivalent du français "essais". La même observation vaut pour l’ensemble des annexes.

3. Il existe une discordance entre le texte français "... de l’appareillage chargé des batteries ..." et le texte néerlandais "... van een apparatuur voor het laden van de batterijen ...".

Le texte français doit être rédigé sur le modèle du texte néerlandais.

Annexe 4.

1. A la onzième ligne du texte français, on écrira : "... pour 220 VAC ± 10 %".

2. A la page 2, septième phrase du texte français, il s'agit de "boucles d'alarme" et non de "bouches d'alarme".

3. A la page 2, seizième phrase, il y a une discordance entre le texte français "panic attaque/hold up" et le texte néerlandais "overval" (1).

4. A la dix-septième phrase, il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français. Il y a lieu de corriger cette discordance.

5. Il manque le mot "minutes" dans la vingtième phrase du texte français: "La durée de l'alarme sonore est de 3 minimum".

---

(1) Il convient de remédier au décalage du texte français par rapport au texte néerlandais.

6. Il y a également une discordance entre le texte néerlandais et le texte français de la vingt et unième phrase : le mot "buzzer" ne figure pas dans le texte néerlandais.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet, ainsi que des annexes, est susceptible d'amélioration. A titre d'exemples, quelques propositions de texte sont faites à ce sujet dans le présent avis.

Onderzoek van de tekst.

Aanhef.

1. Er behoort, met opgave van de datum, te worden verwezen naar het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen over het ontwerp van besluit.

2. De verwijzing naar het advies van de Raad van State moet voor het voordrachtformulier staan.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de inleidende volzin schrijve men : "Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :".

Artikel 2.

1. Paragraaf 1, eerste lid, staat te lezen :

> "Geen fabrikant, invoerder, groothandelaar of andere natuurlijke of rechtspersoon mag nieuw materieel in België in de handel brengen of op enige andere wijze ter beschikking van de gebruikers stellen ...".

De woorden "op enige andere wijze" zijn niet terug te vinden verder in de tekst. Zij zijn overbodig.

Als de indiener van het ontwerp een bijzondere betekenis hecht aan die woorden, moet hij die nog duidelijker stellen.

2. Het derde lid behoort te worden gesteld als volgt :

"De commissie materieel controleert tevens het materieel dat bij de inwerkingtreding van dit besluit reeds in België op de markt is of ter beschikking staat van de gebruikers".

3. In paragraaf 2 moet duidelijker worden bepaald waaruit het "zichtbaar kenmerk" bestaat, en moeten de gegevens die het moet bevatten duidelijker worden aangegeven.

Artikel 3.

1. In paragraaf 1 schrijve men :

1°) in onderdeel 5°, "als zodanig" in plaats van "als dusdanig";

2°) in onderdeel 7°, "rapporteur" in plaats van "verslaggever", alsook "aangewezen" in plaats van "aangeduid".

2. Aan het einde van paragraaf 1 behoort de derde zin van 7°, die begint met de woorden "De leden van de commissie ...", een afzonderlijk lid van paragraaf 1 te vormen en er het tweede lid van te worden.

3. In paragraaf 2 moeten de woorden "en haar werkingsprocedure" vervallen, aangezien die alleen de procedure kan zijn die de commissie in haar huishoudelijk reglement vaststelt.

Voorts zou het beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast dat schriftelijk kan worden aangevraagd".

Artikel 4.

1. In paragraaf 1 schrijve men "tests" in plaats van "testen". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

In paragraaf 1, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven :

"De aanvragen tot goedkeuring van het materieel worden rechtstreeks aan één van deze instellingen gericht. Alleen zij zijn bevoegd om de tests uit te voeren".

2. In paragraaf 2 zou het beter zijn te schrijven :

"§ 2. De aanvraag tot goedkeuring gaat vergezeld van de in bijlage 1 bij dit besluit opgenomen technische

documenten en plannen. De aanvraag en bijbehorende documenten worden in tweevoud ingediend".

In het gehele ontwerp behoort "bijlage bij" te worden geschreven in plaats van "bijlage van".

3. In paragraaf 3 schrijve men :

"In de laboratoria van de in § 1 bedoelde instellingen worden alle technische documenten betreffende de aanvragen bewaard in een afgesloten versterkt en beveiligd lokaal met een aangepaste toegangsprocedure, om de vertrouwelijkheid ervan te waarborgen. Geen enkel document mag worden meegedeeld aan een derde die niets uit te staan heeft met de instelling of met de commissie materieel".

Artikel 5.

In het eerste lid schrijve men :

"Art. 5. Alvorens tot de eigenlijke tests ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het tweede lid, 2° en 3°, schrijve men "het nazien" in plaats van "het nazicht".

Artikel 6.

1. In het eerste lid, 3°, behoort het woord "en/" te vervallen.

In het eerste lid, 4°, schrijve men "loos alarm" in plaats van "vals alarm". Deze opmerking geldt ook voor bijlage 3.

In het eerste lid, 5°, schrijve men "bedrog" in plaats van "fraude".

2. In het tweede lid behoort te worden verwezen naar artikel 4, § 1, en niet naar artikel 5, § 1.

Voorts zou het beter zijn de tweede zin van het tweede lid als volgt te stellen :

"Bij de in artikel 4, § 1, bedoelde instellingen kan schriftelijk een gedetailleerde beschrijving van deze tests worden aangevraagd".

Artikel 7.

Als het gaat om gemeenrechtelijke aansprakelijkheid, moet de tweede zin vervallen. Het staat immers niet aan de steller van het ontwerp zich uit te spreken over het stelsel van burgerrechtelijke aansprakelijkheid dat tot de exclusieve bevoegdheid van de wetgever behoort.

Artikel 8.

Overeenkomstig de opmerking van de Commissie van de Europese Gemeenschappen past het te schrijven : "door een in die staten erkende of daartoe aangewezen instelling ...".

Het zou beter zijn artikel 8 als volgt te stellen :

"Met het oog op de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales ingevoerd uit de andere EEG-Lidstaten, worden de bewijzen en verslagen van proefnemingen aanvaard die door een in die staten erkende of daartoe aangewezen instelling zijn opgemaakt, voor zover daarin wordt aangetoond dat die systemen en centrales in overeenstemming zijn met technische normen en regelgevingen die een zelfde graad van bescherming waarborgen als die bepaald in dit besluit".

Artikel 9.

Het zou beter zijn artikel 9 als volgt te stellen :

"De goedkeuring of weigering van goedkeuring wordt bij aangetekende brief ter kennis gebracht van de aanvrager. De weigering van goedkeuring wordt met redenen omkleed en vermeldt de uitslag van de tests bedoeld in de artikelen 5 en 6".

Artikel 10.

1. De formulering "De goedkeuringen ... kunnen op aanvraag verlengd worden" doet vermoeden dat de commissie materieel een beoordelingsbevoegdheid heeft. De volgende gegevens moeten worden verduidelijkt : de criteria op basis waarvan de verlenging wordt toegestaan, de looptijd van die verlenging (uitdrukkelijk), alsook de vorm en de inhoud van de aanvraag.

2. Overeenkomstig de opmerking van de Commissie van de Europese Gemeenschappen behoort te worden geschreven :

"Indien wijzigingen worden aangebracht in goedgekeurd materieel, is een nieuwe verlenging vereist overeenkomstig de artikelen 2 en 8".

3. Op de tweede regel ten slotte schrijve men het cijfer 3 voluit.

Artikel 11.

Men schrijve : "... verbonden aan de aanvraagprocedure en aan de uitgevoerde tests komen ten laste van de aanvrager".

Artikelen 12, 13 en 14.

De tekst betreffende de opheffing van het koninklijk besluit van 14 mei 1991 hoort niet thuis in artikel 14. Hij dient vooraf te gaan aan de bepaling omtrent de inwerkingtreding (artikel 12) en de bepaling omtrent de uitvoering (artikel 13).

De bepaling behoort te worden gesteld als volgt :

"Art. 12. Het koninklijk besluit van 14 mei 1991 tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, wordt opgeheven".

De artikelen 12 en 13 worden de artikelen 13 en 14.

Bijlagen.

Bijlage 1.

1. In 1.2. schrijve men : "Fotokopieën van de processenverbaal van proefneming en erkenning betreffende proefnemingen die identiek zijn met die van deze specificaties".

Het woord "infraudabilité", vermeld in de Franse tekst van punt 1.4., staat niet in de woordenboeken.

Men schrijve :

"1.4. Dispositifs destinés à prévenir la fraude".

In de Nederlandse tekst zou geschreven moeten worden :

"1.4. Apparatuur om bedrog te voorkomen".

Dezelfde opmerking geldt voor de punten 2.4. en 3.6., alsook voor die van bijlage 3, bladzijde 2, tweede regel.

2. In punt 2.3.2., laatste regel, ontbreekt in de Nederlandse tekst het equivalent van het woord "référence"; in het deel van datzelfde punt op bladzijde 3 staan de equivalenten in de Franse en de Nederlandse tekst niet tegenover elkaar; dezelfde opmerking geldt voor het grootste deel van punt 3.3.2.

3. In punt 3 schrijve men "bewakingsinstallaties" in plaats van "onderbewakingstellingsinrichtingen".

Aan het einde van 3.3.2. ontbreekt het Nederlandse equivalent van de woorden "type(s) de signal acoustique émis".

Bovendien rijst de vraag of de nummering 3.4. niet ontbreekt.

Bijlage 2.

1. In de Franse tekst moet worden geschreven : "Le requérant fournit au laboratoire trois appareils de chaque modèle et type présentés".

In de Nederlandse tekst dient het cijfer "3" voluit te worden geschreven.

2. Overeenkomstig de terminologie van de richtlijn van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatie-procedure op het gebied van normen en technische voorschriften (83/189/EEG), zou "proefnemingen" moeten worden geschreven, in plaats van "proeven", als equivalent van het Franse "essais". Deze opmerking geldt voor de gezamenlijke bijlagen.

3. De Franse tekst "... de l'appareillage chargé des batteries ..." en de Nederlandse tekst "... van een apparatuur voor het laden van de batterijen ..." stemmen niet overeen.

De Franse tekst behoort te worden gesteld naar het model van de Nederlandse tekst.

Bijlage 4.

1. In de Franse tekst schrijve men op de elfde regel : "... pour 220 VAC ± 10 %".

2. In de Franse tekst schrijve men op bladzijde 2, zevende zin, "boucles d'alarme" in plaats van "bouches d'alarme".

3. Op bladzijde 2, zestiende zin, stemt de Franse tekst "panic attaque/hold up" niet overeen met de Nederlandse tekst "overval" (1).

4. In de zeventiende zin stemmen de Nederlandse en de Franse tekst niet overeen. Die discrepantie moet worden verholpen.

5. In de Franse tekst van de twintigste zin ontbreekt het woord "minutes" : "La durée de l'alarme sonore est de 3 minimum".

---

(1) De verschuiving van de Franse tekst tegenover de Nederlandse tekst moet worden verholpen.

6. Er is ook een discrepantie tussen de Nederlandse tekst en de Franse tekst van de eenentwintigste zin : het woord "buzzer" staat niet in de Nederlandse tekst.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp en van de bijlagen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn hieromtrent in het advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,

Madame : J. GIELISSEN, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.